

## BOUMERDÈS

# Le Cnapest porte la lutte syndicale à l'échelle communale

**Les enseignants du lycée des Frères-Talamali de la ville de Zemmouri ont observé une journée de grève dimanche.**

Les 40 professeurs protestataires, tous affiliés à la structure locale du Cnapest, dénoncent la situation de l'établissement dans lequel ils dispensent le savoir. Ils mettent par conséquent en cause la direction de l'éducation qui, selon leur écrit, ignore les doléances des professeurs malgré une protestation publique et le boycott du dernier conseil des classes.

En effet, dans l'un des rapports adressés à cette direction les représentants syndicaux appuyés par les signatures des professeurs, le Cnapest relève la vétusté des 22 chalets utilisés comme salles de cours. «Le réseau électrique est défectueux et constitue un danger pour les élèves», nous dit M. Salhi, coordinateur régional de ce syndicat et enseignant au lycée en question qui accueille 751 lycéens et lycéennes. Dans ce même rapport, il est également question de réparations effectuées après le séisme de 2003 qui posent problème, notamment le restaurant et les laboratoires utilisés par les élèves. «Elles ne sont pas

conformes aux normes. D'ailleurs, une commission dépêchée à l'effet de faire un constat avait estimé, à l'époque, que le lycée ne répond pas aux exigences pédagogiques requises », précise notre visiteur. S'agissant des équipements pédagogiques fournis après le séisme de 2003, ils sont jugés par les enseignants de moindre qualité. «Où sont passées les aides internationales en faveur de la région sinistrée?» s'interroge M. Salhi qui était accompagné de M. Si Youcef, membre du conseil de wilaya du Cnapest.

A ce propos, le rapport signé par le coordinateur du lycée exige l'institution d'une commission d'enquête à un niveau supérieur (wilaya ou ministère) concernant justement la qualité de ces équipements achetés au prix fort et qui seraient, selon les professeurs, complètement dégradés.

A l'issue de leur débrayage, les enseignants ont décidé unanimement, lors d'une assemblée générale, d'observer la semaine prochaine un sit-in devant le

siège de la wilaya. «Nous avons évité la grève générale illimitée pour ne pas faire l'amalgame avec les revendications actuelles de lycéens », nous dit M. Salhi. Il proteste par ailleurs contre ce qu'il considère comme une répression de la direction de l'éducation de la wilaya qui a donné instruction au chef de l'établissement de retirer une journée de salaire pour deux heures de protestation organisées à la fin de décembre 2007 plus deux journées de salaire pour la grève nationale décrétée par le Cnapest et une autre journée pour la grève de ce dimanche.

## Le conseil de wilaya préconise une grève illimitée

Au plan régional, le conseil de wilaya, qui s'est réuni le second jour de la grève (le 13 janvier) pour examiner les résultats de ce débrayage, a abordé également les perspectives de la lutte des professeurs pour l'aboutissement de leurs revendications socioprofessionnelles. A l'issue de cette rencontre, un communiqué a été rendu public. Il est question notamment du rejet de la grille des salaires telle que conçue par la tutelle, de la

demande de la libération du régime indemnitaire des fonctionnaires de l'éducation, de la prise en charge des revendications du Cnapest concernant l'élaboration du statut particulier de la corporation et de la reconnaissance de la qualité de partenaire social du Cnapest par l'employeur. Pour les enseignants des 26 lycées représentés dans le conseil de wilaya, la grève générale ouverte est une alternative si, bien entendu, leurs réclamations ne sont pas prises en charge.

A noter que les professeurs de la wilaya de Boumerdès ont adhéré massivement au Cnapest puisque, selon M. Si Youcef, sur un effectif de 1 075 professeurs qui comptent les 28 établissements de la wilaya, 854 ont pris des cartes syndicales. D'après ce responsable, ces cartes font partie du premier quota attribué par la direction nationale à cette région.

D'ailleurs, cette adhésion est palpable sur le terrain puisque à chaque appel à une action collective, les enseignants répondent présent. Ne serait-il pas réellement le seul syndicat représentatif dans la région ?

Abachi L.

## SOUK-AHRAS L'APC de Hanencha bloquée

La mise en place du conseil communal de Hanencha, distante de 20 km du chef-lieu de wilaya, n'est pas pour demain. Cette APC est bloquée depuis l'installation du P/APC par le secrétaire général de la wilaya, du fait que la nouvelle composante de cette commune ne veut point le reconnaître en tant que tel. Le nouveau P/APC n'est autre que l'ex-maire de la commune qui s'est vu signifier, à la fin de son mandat, un retrait de confiance de la part des pensionnaires de la commune sus-citée. L'intransigence des élus des différents partis siégeant dans cette commune complique davantage la situation au détriment des citoyens qui doivent prendre leur mal en patience. Emmenés par des membres influents, les élus de Hanencha campent sur leurs positions, à savoir la destitution du nouveau P/APC. Pour rappel le scrutin du 29 novembre 2007 avait donné des résultats mitigés : le FLN 3 sièges, le MSP 3, le FNA 2 et le PT 1. En attendant la tutelle, c'est toujours l'incertitude qui prévaut dans cette commune.

Farouki Hocine

## MASCARA Remettre de l'ordre au marché de gros

Nous avons appris que les services de la Direction du commerce ont établi 85 procès-verbaux traduisant les infractions commises par des vendeurs en gros de fruits et légumes au niveau du marché de gros de Kuessibia où règne une intense activité dès les premières heures de la journée.

Ces infractions ont été recensées depuis début janvier et relèvent surtout du défaut de registre du commerce. Par ailleurs, l'adjudicateur, tenu au respect du cahier des charges, ne doit pas faire payer le droit de place hors du marché comme le stipule l'arrêté du wali portant protection du périmètre du marché de gros. Seulement voilà, ce problème est posé depuis des lustres et ce ne sont certainement pas les effets de la répression conjoncturelle qui en viendront à bout. Autre situation, sans cesse dénoncée par les utilisateurs des espaces, ce sont l'absence de commodités et globalement les conditions dans lesquelles est pratiquée cette activité. A ce sujet, des mises en demeure auraient été adressées à la commune de Mascara, en vain.

M. Medebber

## SIDI-BEL-ABBES Les résidents de la cité Ahmed-Beddad réclament un restaurant

Dans un communiqué adressé dernièrement à la maison de la presse, les résidents de la cité Ahmed-Beddad de l'université Djilali-Liabès de Sidi-Bel-Abbès déplorent leurs conditions de restauration et exigent un restaurant au niveau de leur résidence. Les résidents déclarent qu'actuellement pour leur restauration les repas sont ramenés d'autres restaurants et soulignent leur quantité insuffisante et leur température au moment de leur consommation, notamment en hiver où le corps humain a besoin de repas chauds pour se revigorer.

De plus, les résidents évoquent l'existence de chambres dont la capacité d'accueil ne peut dépasser deux personnes par chambre et non cinq comme il est constaté. Un tel hébergement ne pourrait nuire à la qualité des études. Après un sit-in de cinq jours au niveau de la résidence, il y a quelques jours, l'Union générale des étudiants algériens (UGEA) s'est mise autour d'une table, le 19 janvier dernier, avec le directeur de la résidence et le directeur des œuvres universitaires pour débattre des problèmes évoqués. Mais les doléances des étudiants ne pourraient être satisfaites de sitôt vu que le directeur de la résidence déplore actuellement l'absence de budget pour la réalisation d'un restaurant. Les contestataires, eux, continuent à le réclamer.

A. M.

## ADMINISTRATION-APC DE ANNABA

## Prise en charge effective des préoccupations des citoyens

**L'administration a tenu lundi dernier une première réunion avec les présidents des Assemblées populaires communales (APC) issues du scrutin du 29 novembre 2007.**

Cette prise de contact qui intervient après l'installation officielle des présidents des douze communes a permis au wali, M. Brahim Bengayou, d'évoquer les objectifs attendus des nouveaux élus et de donner des orientations devant servir à l'élaboration des programmes de développement propres à chacune des collectivités locales.

Le chef de l'exécutif a d'abord insisté sur la nécessité d'une bonne coordination entre les élus dans la perspective d'imprégner un nouvel élan au développement à travers un suivi des projets en cours de réalisation et ceux devant être lancés.

Il a dans ce contexte mis l'accent sur les efforts consentis par l'Etat pour la promotion de la vie socioéconomique dans les communes et la prise en charge des préoccupations des populations. 80 milliards de dinars ont été injectés dans le développement des communes depuis 1999 jusqu'à ce jour, a affirmé le wali qui a exhorté

les présidents des APC à commencer d'ores et déjà à réfléchir sur la mise en place de stratégies de travail en fonction de la hiérarchisation des priorités en matière de développement. «Rien ne vous empêche de recueillir les points de vue sur l'état des lieux des communes et les attentes sociales et économiques des populations pour mieux confectionner des programmes de développement consistants », a-t-il insisté avant de mettre l'accent sur la nécessité de donner une importance particulière à la question de l'emploi.

«L'embauche doit revenir en premier lieu aux chômeurs des communes qui vont abriter des projets », a précisé le wali, M. Brahim Bengayou, qui a sensibilisé, par ailleurs, les présidents d'APC sur le respect des lois de la République en ce qui concerne surtout les marchés. Les erreurs commises dans ce cadre ne peuvent être qu'individuelles et leurs auteurs seront traduits devant la justice.

Du pain sur la planche attend les P/APC de l'ensemble des communes. Il y a d'abord les programmes d'habitat rural qu'il faut relancer du fait qu'ils enregistrent un

certain retard par rapport aux délais de réalisation à cause de contraintes tel le non-versement des contributions financières des bénéficiaires.

Les listes des postulants au logement rural ne sont pas encore arrêtées au niveau de certaines communes, a-t-il fait savoir à l'adresse des P/APC dont il a attiré l'attention sur les dossiers lourds qui requièrent une volonté sans faille et un savoir-faire pour leur traitement. Il s'agit notamment de celui de la jeunesse et ses problèmes quotidiens.

Des rencontres entre l'administration et les élus de chacune des communes sont prévues dans les jours à venir pour l'élaboration des programmes communaux et sectoriels de développement (PCSD) en fonction des préoccupations de l'heure.

Le chef de l'exécutif de wilaya s'est enfin félicité du climat serein qui a caractérisé l'élection des présidents d'APC, augurant des perspectives prometteuses pour la cohabitation entre les partis et les élus indépendants.

Nabil Kebaili

## AÏN-TÉMOUCHENT

## Le blocage persiste à l'APC de Terga

**Près de deux mois après les dernières élections locales, l'APC de la ville côtière de Terga traverse une situation difficile en raison des enjeux liés aux postes de vice-présidents auxquels postulent les élus issus du dernier scrutin.**

En dépit des tentatives de conciliation pour trouver un consensus pour les deux adjoints du P/APC, chaque clan campe sur ses positions et la situation semble aller directe-

ment vers le blocage, blocage qui pourra amener à la dissolution pure et simple de l'APC.

Le P/APC d'obédience FLN exige que le premier vice-président soit du même parti que lui et le deuxième vice-président du MSP, tandis que les quatre autres élus veulent placer un élu du FNA comme premier vice-président — ce parti ayant obtenu au dernier scrutin deux sièges tout comme le FLN — et l'élu du RND comme deuxième vice-président en raison du plus

grand nombre de point que ce dernier a obtenu après le FLN et le FNA. Cette proposition d'ailleurs est souhaitée par la population de Terga car elle répond à un équilibre du choix des électeurs de la ville côtière.

Elle a même été bien accueillie par le chef de daïra qui a tenté une médiation entre les partis contestataires la semaine dernière. Deux jours plus tard, chaque partie s'obstine sur sa proposition. Ceci s'apparente à une guerre des

tranchées pour la commune la plus riche de la wilaya de Aïn-Témouchent avec des recettes de 16 milliards de centimes pour sa sablière. Le temps passe et devant ce blocage, les citoyens de Terga s'interrogent sur cette situation qui n'a que trop duré. Des appels à la raison et à la sagesse sont lancés pour convaincre les deux parties de trouver un compromis et permettre aux élus de s'attaquer aux problèmes de la ville.

S. B.